



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général pour l'administration
Direction de l'Infrastructure de la Défense
De Papeete**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)**

Maître de l'ouvrage

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Direction Centrale du Service d'Infrastructure de la Défense
Direction d'Infrastructure de la Défense de Papeete
ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Acheteur

Monsieur le directeur de l'infrastructure de la défense de Papeete

Conducteur d'opération

Division Gestion du Patrimoine
de la Direction d'Infrastructure de la Défense de Papeete

Objet du marché

Projet n° DIDPPT24012
**Polynésie Française – Île de Tahiti – Arue – Résidences Arue et Teanuanua
Remplacement des faux-plafonds.**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Table des matières

ARTICLE 1.OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Décomposition du marché	4
1.2.1 Décomposition en lots	4
1.2.2 Décomposition en tranches	4
1.3 Désignation des sous-traitants en cours de marché	4
1.4 Travaux intéressant la défense – Confidentialité – Mesures de sécurité	4
1.5 Maîtrise d'œuvre – CCAG applicable	5
1.6 Conduite d'opération	5
1.7 Contrôle technique	5
1.8 Coordination SPS	5
1.9 Autres intervenants	6
1.10 Documents à produire	6
1.11 Clause d'insertion par l'activité économique	6
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
2.1 Pièces particulières	7
2.2 Pièces générales	7
2.3 Pièces à délivrer au titulaire	8
ARTICLE 3.PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	8
3.1 Nature des prix	8
3.2 Contenu des prix	8
3.3 Variation dans les prix	9
3.3.1 Forme des prix	9
3.3.2 Mois d'établissement des prix du marché	9
3.3.3 Choix de l'index de référence	9
3.3.4 Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables	9
3.3.5 Régime de variation des pénalités, primes et retenues et indemnités	9
3.4 Paiement des co-traitants et des sous-traitants	9
3.4.1 Répartition des paiements	9
3.4.2 Modalités de paiement du titulaire et des co-traitants en cas de groupement économique	10
3.4.3 Paiement des sous-traitants	10
3.4.4 Sous-traitants ne pouvant bénéficier du paiement direct	10
3.5 Paiement et règlement des comptes.	10
3.5.1 Modalités de règlement des comptes	10
3.5.2 Application de la T.V.A	11
3.5.3 Approvisionnements	11
3.5.4 Intérêts moratoires	11
3.5.5 Dématérialisation des projets de décompte	11
ARTICLE 4.DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES – RETENUES -INDEMNITES	12
4.1 Délai(s) d'exécution des travaux	12
4.2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution	12
4.3 Pénalités pour retard	12
4.4 Pénalités diverses	12
4.4.1 Réunions de chantier	12
4.4.2 Manquement aux règles d'hygiène et de sécurité	12
4.4.3 Non fourniture de documents	12
4.4.4 Respect de la clause d'insertion sociale	13
4.5 Pénalités, délais et retenues pour remise de documents fournis après exécution	13
4.6 Cumul et plafonnement	13
4.7 Indemnités d'attente et de dédit	13
ARTICLE 5.CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	13
5.1 Avance	13

5.1.1	Modalités de calcul et de remboursement de l'avance	14
5.1.2	Paieement de l'avance	14
5.1.3	Versement de l'avance aux sous-traitants	14
5.2	Retenue de garantie	14
ARTICLE 6.PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS		14
6.1	Provenance des matériaux et produits	14
6.2	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	14
6.3	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	15
ARTICLE 7.PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX		15
7.1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	15
7.2	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	15
7.2.1	Alimentation et consommation des fluides	16
7.2.2	Sécurité et protection de la santé des travailleurs	16
7.2.3	Mesures de sécurité contre l'incendie	16
7.2.4	Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone	16
7.3	Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier	16
7.4	Augmentation du montant des travaux	16
7.5	Résiliation du marché	17
ARTICLE 8.CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX		17
8.1	Contrôles des ouvrages en cours de travaux	17
8.2	Réception	17
8.3	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	17
8.4	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	17
8.5	Délai de garantie contractuelle	17
8.6	Garanties particulières	17
8.7	Assurances	17
ARTICLE 9. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE		18
ARTICLE 10. DEVELOPPEMENT DURABLE		18
ARTICLE 11. LITIGES		18
ARTICLE 12.MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION		18
ARTICLE 13. REGIME DES RESULTATS		19
ARTICLE 14.CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE (CBEM)		19
ARTICLE 15.DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX		19

Annexes :

- **Annexe a-** Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.
- **Annexe b-** Actions pour un chantier responsable
- **Annexe c-** Charte chantier responsable

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le remplacement des faux-plafonds des résidences Arue et Teanuanua situées dans la commune de Arue.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Décomposition du marché

1.2.1 Décomposition en lots

Le marché fait l'objet d'un unique lot.

1.2.2 Décomposition en tranches

Aucune décomposition en tranches pour les travaux de remplacement des faux-plafonds.

1.3 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Le titulaire du marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Le modèle de déclaration de sous-traitance précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R.2193-3 du code de la commande publique ainsi que l'assurance prévue à l'article 9.7 du présent CCAP.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement, dans les conditions fixées aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique :

- Le compte à créditer ;
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique,
- Le comptable assignataire des paiements.

1.4 Travaux intéressant la défense – Confidentialité – Mesures de sécurité

Le lieu d'exécution des travaux ne fait pas l'objet de mesures de sécurité au sens de l'article 5.3 du CCAG/TVX. Le titulaire se conformera aux prescriptions des articles 5.1, 5.2 et 5.4 du CCAG/TVX.

Contrôle élémentaire du personnel

Sans objet

1.5 Maîtrise d'œuvre – CCAG applicable

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

L'Etat - Ministère des Armées - Direction d'infrastructure de la défense de Papeete

représenté par :

- le Chef de la Section Ingénierie de la MAINTENANCE :

ICDD Xavier DAMPIERRE – Tél. 40 46 30 73 / 87 72 96 43 - xavier.dampierre@intradef.gouv.fr

Ou

- Le Chef d'antenne logements domaniaux :

TSEF Ludovic CARNIS – Tél. 40 46 30 39 / 87 78 66 84 - ludovic.carnis@intradef.gouv.fr

qui est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance au maître d'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les décisions du maître d'ouvrage sont transmises par ordre de service à l'adresse postale ou électronique du titulaire. Celui-ci accuse réception de la décision en renvoyant un exemplaire daté et signé par voie électronique, postale ou en mains propres.

Pour l'application de l'article 3.8.2 du CCAG, il appartient au titulaire du marché qui invoquerait un risque de sécurité ou de santé présenté par un ordre de service, de donner des indications précises et les références exactes des textes législatifs ou réglementaires sur lesquels il s'appuie, faute de quoi un éventuel refus d'exécuter de sa part serait irrecevable.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés de Travaux est applicable au présent marché sauf dérogations mentionnées dans le présent document.

Les études d'exécution ainsi que les documents d'exécution des ouvrages (DEO) sont à la charge du titulaire.

1.6 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par :

L'Etat - Ministère des Armées - Direction d'infrastructure de la défense de Papeete

représenté par :

Le chef de la Division Gestion du Patrimoine (DIV GP)

CTD Etienne AISSI – Tél. 40 46 30 27 / 87 20 70 25 - fiacre.aiSSI@intradef.gouv.fr

1.7 Contrôle technique

Sans objet.

1.8 Coordination SPS

Pour l'exécution du présent marché, la maîtrise d'ouvrage est assistée d'un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé dont la mission, de catégorie 3, couvrira notamment la phase de réalisation des travaux.

La coordination en matière de sécurité et protection de la santé sera assurée par :

BUREAU VERITAS

Immeuble G6 – zone Papeava Fare Ute – BP 58 – 98713 PAPEETE Tél : 40 54 57 57

Correspondants du titulaire conception et réalisation :

Sébastien ROLLAND Tél : 87 30 44 40 – sebastien.rolland-sps@bureauveritas.com

François PASDELOU Tél : 87 78 62 94 – francois.pasdelou@bureauveritas.com

1.9 Autres intervenants

Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)

L'OPC de l'opération citée à l'article 1.1 ci-dessus est assuré par :

- Direction d'Infrastructure de la Défense de Papeete (DID-PPT)

Représenté par le Chef de la Section Ingénierie de la MAINTENANCE, (SIM),
ICDD Xavier DAMPIERRE – Tél. 40 46 30 73 / 87 72 96 43 - xavier.dampierre@intradef.gouv.fr
ou

Le Chef d'antenne logements domaniaux :

TSEF Ludovic CARNIS – Tél. 40 46 30 39 / 87 78 66 84 - ludovic.carnis@intradef.gouv.fr

1.10 Documents à produire

Le titulaire doit remettre à l'acheteur, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus à l'article Lp 5611-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, en Polynésie française ou à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières transmettent par courrier ou par dématérialisation les documents mentionnés ci-dessus.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 8-6 (Résiliation du marché) du présent CCAP.

1.11 Clause d'insertion par l'activité économique

Définition

Conformément à l'article 20.1.2 du CCAG Travaux, l'exécution du marché comporte une clause d'insertion par l'activité économique.

Pour ce marché.

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, prioritairement, à des jeunes placés sous la tutelle du régiment du service militaire adapté de Polynésie française (RSMA), à défaut des autres catégories de demandeurs d'emploi (seniors et handicapés par exemple).

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, sur des objectifs horaires d'insertion qui seront à préciser au mémoire technique, dans le critère : « Moyens humains et matériels ».

Le titulaire pourra se mettre en relation avec le RSMA dont les coordonnées sont les suivantes:
chef-insertion@rsma.pf

Tel : 40 46 47 26

Modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé en vertu des spécifications de son offre technique.

A cet effet, le prestataire produira sur simple demande tous les renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc...) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

En cas de non-respect de ses obligations d'engagement, ou en cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira des pénalités dans les conditions mentionnées à l'article 4-4-4 du présent document.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est soumis aux dispositions des documents contractuels énumérés ci-après dans la mesure où elles ne sont pas contraires à la législation en vigueur en Polynésie Française au premier jour du mois d'établissement des prix du marché (mois zéro), tel que ce mois est défini à l'article 3-3.2 du présent document.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité.

2.1 Pièces particulières

- l'acte d'engagement paraphé, daté et signé et ses annexes éventuelles (demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement pour tous les sous-traitants désignés au marché, mise au point éventuelle...),
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- les plans 1 à 5
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs avenants postérieurs à la notification du marché
- le mémoire technique du titulaire déposé à l'appui de son offre.

L'exemplaire original de l'ensemble de ces documents est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi.

Les spécifications non portées au CCTP mais inscrites sur les plans ont même valeur que celles du CCTP.

2.2 Pièces générales

- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG applicables aux marchés publics de travaux ;
- Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S.-D.T.U) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/TVX) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

2.3 Pièces à délivrer au titulaire

Les pièces qui sont délivrées sans frais en application de l'article 4.2 du CCAG/TVX sont les suivantes :

- a) à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, une copie des pièces particulières constituant le marché et des pièces contractuelles postérieures à sa conclusion,
- b) à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

ARTICLE 3. PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Nature des prix

Les ouvrages faisant l'objet du marché seront réglés par application d'un prix global et forfaitaire dont le montant est donné dans l'acte d'engagement.

3.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont établis, sans préjudice de l'article 9.1 du CCAG/TVX en tenant compte :

- de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux sont exécutés ,
- des contraintes liées aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées en application de l'arrêté du 19 mai 2020 ci-joint,
- des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché, et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des armées ;
- du déroulement d'autres chantiers, dans l'enceinte desquels l'entrepreneur devra intervenir, selon les modalités qui seront arrêtées par le maître d'œuvre et en concertation avec les titulaires des marchés correspondants ;
- des frais d'approvisionnement des équipements et matériaux nécessaires à l'exécution du chantier sur l'Île de Tahiti et sur les chantiers,
- en tenant compte du fait que les bâtiments des résidences continuent à être occupés durant les travaux.

3.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1 *Forme des prix*

Les prix sont fermes actualisables en application de l'article 9.4.3 du CCAG/TVX.

3.3.2 *Mois d'établissement des prix du marché*

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG/TVX, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, le mois à prendre en compte est le mois de la date de remise de l'offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » et est mentionné en page de garde de l'acte d'engagement.

3.3.3 *Choix de l'index de référence*

L'index de référence / choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux (lorsque le marché est supérieur à 12 mois), faisant l'objet du marché est l'index suivant :

BSO 01.0 : Index général du Second oeuvre

Les index sont ceux publiés par l'institut de la statistique de Polynésie Française : www.ispf.pf

3.3.4 *Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables*

L'actualisation est effectuée, sous réserve qu'un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de remise des offres et la date de début d'exécution des prestations, par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d - 3) / I_0$$

Dans laquelle :

I_0 = index de référence du mois de remise des offres (mois zéro)

$I(d-3)$ = index de référence du mois de début d'exécution des prestations -3 mois

3.3.5 *Régime de variation des pénalités, primes et retenues et indemnités*

Les pénalités , primes et retenues ne sont pas soumis à variation de prix.

Par dérogation à l'article 10.6 du CCAG/TVX, les indemnités d'attente et indemnités de dédit ne sont ni actualisées ni révisées.

3.4 Paiement des co-traitants et des sous-traitants

3.4.1 *Répartition des paiements*

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur, ses co-traitants éventuels et leurs sous-traitants éventuels.

3.4.2 Modalités de paiement du titulaire et des co-traitants en cas de groupement économique

Dans le cas d'un groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par le mandataire.

3.4.3 Paiement des sous-traitants

Conformément aux articles L.2193-10 et R.2193-10 du code la commande publique, seuls les sous-traitants directs du titulaire dont le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 10% du montant du marché sont payés directement par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues aux articles L.2193-11 à L.2193-13 et R.2193-11 à R.2193-16 et selon les modalités ci-dessous.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance ainsi que la taxe qui est incluse dans cette somme.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la taxe.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Toutes les attestations de paiement de l'ensemble des sous-traitants agréés devront être jointes à la situation du titulaire sous peine de refus de l'ensemble.

3.4.4 Sous-traitants ne pouvant bénéficier du paiement direct

Les sous-traitants directs dont le montant du contrat de sous-traitance est inférieur à 10% du montant du marché et les sous-traitants de sous-traitants directs sont payés par leurs co-contractants.

Le titulaire ou le sous-traitant direct joindra à la déclaration de sous-traitance une copie de la caution personnelle et solidaire qu'il est tenu de délivrer à son sous-traitant en application de l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

Dans le cas où le titulaire est dans l'incapacité de fournir une caution bancaire, le DC4 prévoit une option à cocher qui vaut demande de délégation de paiement auprès du maître d'ouvrage du montant des prestations réalisées prévue à l'article 14 de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Par conséquent, dans le cadre des marchés publics, l'acceptation du bénéfice de la délégation de paiement par le maître d'ouvrage correspond à la mise en paiement direct du sous-traitant.

A défaut de ce document, les paiements du sous-traitant direct seront bloqués jusqu'à ce que la situation du sous-traitant indirect soit régularisée. L'acheteur s'assurera auprès de l'établissement financier qui fournirait la caution de son existence réelle.

3.5 Paiement et règlement des comptes.

3.5.1 Modalités de règlement des comptes

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 12 du CCAG/TVX.

Transmission des états d'acompte mensuels

Les projets de décompte sont remis par le titulaire mensuellement via le portail CHORUS-PRO (modalités de dépôt au point 3.5.5) conformément aux modèles qui seront remis lors de la première réunion de chantier.

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant à régler au titulaire, élabore l'état d'acompte mensuel qu'il transmet au maître d'ouvrage pour mise en paiement via le portail CHORUS-PRO.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage adresse l'état d'acompte au titulaire via CHORUS-PRO dans les délais prévus à l'article 12.2.2 du CCAG/TVX.

Transmission de la demande de paiement finale et décompte général et définitif

La demande de paiement finale est transmise par le titulaire via le portail CHORUS-PRO.

Par dérogation à l'article 12.4.1 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général qu'il adresse au titulaire via CHORUS-PRO dans les délais prévus à l'article 12.4.2 du CCAG/TVX.

Le titulaire dispose alors de **trente (30) jours** pour retourner au maître d'ouvrage via CHORUS-PRO le décompte général revêtu de sa signature.

Le pouvoir adjudicateur paie les sommes dues en exécution du marché dans un délai maximal de **trente (30) jours** conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique.

Retenues provisoires

Une ou des retenues provisoires peuvent être appliquées conformément à l'article 4.5 du CCAP.

Dans le cas de retenues provisoires, celles-ci sont opérées sur le dernier décompte mensuel. Lorsqu'elles sont définitives, elles sont payées dans le projet de décompte final adressé par le maître d'ouvrage au titulaire.

3.5.2 Application de la T.V.A

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur.

3.5.3 Approvisionnements

Il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnement.

3.5.4 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à partir du jour suivant l'expiration du délai jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Les intérêts moratoires sont déterminés hors taxes.

Le taux des intérêts moratoires applicable au présent marché est calculé selon la réglementation en vigueur.

3.5.5 Dématérialisation des projets de décompte

Dans le cadre de la modernisation de l'économie, du pacte de compétitivité pour les entreprises et dans un souci d'améliorer le délai de paiement, la DID de Papeete, en tant

qu'entité du ministère des armées, a l'obligation de s'engager dans la dématérialisation du traitement des factures et des demandes de paiement.

Le titulaire doit déposer gratuitement ses demandes de paiement de façon dématérialisée sur le portail sécurisé CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour plus d'information, le titulaire peut consulter la documentation fournie sur le site de la communauté Chorus Pro : <https://communauté-chorus-pro.finances.gouv.fr>

NOTA : Si le titulaire n'est pas déjà en possession d'un compte « CHORUS-PRO », avant tout premier dépôt, il prendra contact avec la Section Comptabilité Métier de la DID afin de prendre connaissance de la démarche à suivre :

Téléphone : +689 40 46 30 35

ARTICLE 4. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES – RETENUES -INDEMNITES

4.1 Délai(s) d'exécution des travaux

Le délai d'exécution du marché est de **six (6)** mois, incluant :

- une période de préparation de **deux (2)** mois) et,
- une période d'exécution des travaux de **quatre (4)** mois

Comme précisé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

4.2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

Les stipulations de l'article 18 du CCAG/TVX sont seules applicables.

4.3 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/TVX, le montant des pénalités par jour calendaire de retard constaté est de **cinq milles (5 000) XPF**.

Les pénalités sont encourues, sans mise en demeure, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG/TVX, le titulaire dispose d'un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du montant des pénalités de retard par ordre de service, pour présenter ses observations à l'acheteur et/ou le maître d'œuvre.

4.4 Pénalités diverses

4.4.1 Réunions de chantier

Sans objet

4.4.2 Manquement aux règles d'hygiène et de sécurité

Les mesures d'hygiène et de sécurité jugées nécessaires par le chargé de prévention ou le coordonnateur SPS devront être mises en application immédiatement ou selon un délai maximal précisé par ordre de service. En cas de manquement, de non prise en compte d'un premier appel ou de récidive, une pénalité journalière de **cinq milles (5 000) XPF** sera appliquée à compter de la date de l'ordre de service prescrivant ces injonctions.

4.4.3 Non fourniture de documents

4-4.3.1 En cas de non fourniture de documents

En cours d'exécution de chantier ou durant la période de préparation, le titulaire encourt une pénalité journalière hors taxes par document fixée à dix mille (10 000) XPF.

Par dérogation à l'article 20.1.5 du CCAG/TVX, cette pénalité sera appliquée par le maître d'œuvre sur simple constatation de l'absence de remise des dits documents.

4-4.3.2 Sanctions du non-respect de l'obligation environnementale

Sans objet

4.4.4 Respect de la clause d'insertion sociale

[Cas 1 - insertion RSMA – clause à intégrer au maximum]

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion sociale imputable au titulaire, une pénalité de dix milles (10 000) XPF sera appliquée.

Par dérogation à l'article 20.1.5 du CCAG/TVX, ces pénalités seront appliquées par le maître d'œuvre sur simple constatation de l'absence de remise des dits documents.

4.5 Pénalités, délais et retenues pour remise de documents fournis après exécution

Sans objet

4.6 Cumul et plafonnement

Toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/TVX, il n'y a pas de montant plancher pour l'application des pénalités, les pénalités sont dues dès le 1er franc pacifique.

En application de l'article 19.2.4 du CCAG/TVX, le titulaire dispose d'un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du montant des pénalités par ordre de service, pour présenter ses observations à l'acheteur et/ou le maître d'œuvre.

4.7 Indemnités d'attente et de dédit

Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente ni de dédit

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance **de 30 %** est versée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 5 966 587 XPF HT (50 000 € HT) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à **deux (2) mois**, sauf refus de sa part formulé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance donnant lieu au paiement direct.

En application de l'article 10, Option A du CCAG/TVX, cette avance sera versée au titulaire du marché quelle que soit la définition du titulaire au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises

5.1.1 Modalités de calcul et de remboursement de l'avance

Si le délai maximal N d'exécution du marché exprimé en mois est **inférieur ou égal** à douze (12) mois, le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 30 % du montant du marché initial TTC.

Si le délai N est **supérieur** à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal au produit de ces 30 % par 12/N, N étant exprimé en mois.

Le remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial TTC du marché et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

5.1.2 Paiement de l'avance

Le paiement de l'avance intervient sans formalités, dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations qui correspondent à l'avance.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

5.1.3 Versement de l'avance aux sous-traitants

Conformément aux articles R.2193-19 et R.2193-20 du code de la commande publique, les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent prétendre, quel que soit le montant des prestations réalisées, au versement d'une avance, sur leur demande. Cette avance ne pourra excéder **30%** du montant des prestations sous-traitées.

Dans le cas où le titulaire sous-traite une partie du marché après sa notification, celui-ci devra rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

5.2 Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Il est fait interdiction au titulaire, à ses co-traitants et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété.

6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet

ARTICLE 7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation de **deux (2)** mois incluse dans le délai d'exécution du marché tel que mentionné à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution des travaux est fixé à **quatre (4)** mois.

Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation

Il est procédé au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

- Par les soins du titulaire
 - établissement du planning de réalisation des travaux en tenant compte des durées d'approvisionnement ;
 - remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine, adressée à l'inspection du travail compétente ;

Contrôle général des armées
Inspection du travail dans les armées
60 rue du général Martial Valin
CS 21 623
75009 PARIS Cedex 15
Mail : cga.ita.fct@intradef.gouv.fr
Téléphones : +33 9 88 68 21 93 ou +33 9 88 68 22 10
 - remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des projets de décompte mensuels,
 - les autres documents prévus au CCTP seront fournis dans des délais compatibles du calendrier détaillé d'exécution et/ou conformément aux délais mentionnés au CCTP,
 - fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 8.7 ci-après,

Les travaux ne peuvent commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.

a) Consignes particulières

Les horaires de travail du titulaire et de ses sous-traitants devront s'inscrire dans les mêmes plages horaires que celles de l'établissement, qui sont les suivantes :

- les lundi, mardi et jeudi : de 07h30 à 16h10.
- les mercredi et vendredi de 07h30 à 12h30

S'il souhaite travailler en dehors des heures ci-dessus le titulaire devra en faire la demande avec un préavis de 3 jours ouvrés.

7.2 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

7.2.1 Alimentation et consommation des fluides

Pour son chantier le titulaire aura à sa charge la consommation en électricité (coffret de chantier), les alimentations et consommation en eau.

7.2.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et protection de la santé.

7.2.3 Mesures de sécurité contre l'incendie

a) Travaux par points chauds - permis de feu

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de collage, etc..., le titulaire du marché devra obligatoirement obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui fera délivrer un permis de feu.

b) Protection contre l'incendie

Le titulaire du marché devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- l'installation obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche, les précisions concernant le type d'extincteur sont mentionné dans l'article DT.6. Sécurité des personnes du CCTP.
- la désignation obligatoire sur le chantier, d'un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

7.2.4 Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone

Sans objet

7.3 Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/TVX, le titulaire informe immédiatement le maître d'œuvre et rend compte au maître d'ouvrage.

7.4 Augmentation du montant des travaux

Par dérogation aux articles 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG/TVX, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par l'acheteur.

A défaut d'une telle décision, les travaux exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles du dépassement initial. Ce montant se substitue au montant contractuel pour l'application des articles 14 et 15 du CCAG/TVX.

Un avenant au marché viendra ultérieurement confirmer la décision de l'acheteur, néanmoins, dans le cas d'un marché à prix mixtes ou sur prix unitaires, l'acheteur se réserve le droit d'émettre une simple décision de poursuivre.

7.5 Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 49 à 52 inclus du CCAG/TVX.

Toutefois, par dérogation à l'article 50.4 du CCAG/TVX, en cas de résiliation du marché par l'acheteur pour motif d'intérêt général, le maximum de l'indemnité auquel pourra prétendre le titulaire ne pourra excéder 5 % du montant du marché, une telle demande devant être dûment justifiée dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision de résiliation, sous peine de forclusion.

ARTICLE 8. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

8.1 Contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTP sont assurés sur le chantier par le maître d'œuvre contradictoirement avec le titulaire.

8.2 Réception

Les stipulations du CCAG/TVX sont seules applicables.
Cf DT 1.3 du CCTP

8.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de prendre possession d'une partie d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux.

La prise de possession de chacun des ouvrages sera précédée d'une réception partielle dans les conditions fixées à l'article 42 du CCAG/TVX.

8.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

8.5 Délai de garantie contractuelle

Le délai de garantie contractuelle ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

8.6 Garanties particulières

Sans objet.

8.7 Assurances

Dans un délai de **15 (quinze)** jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et les entrepreneurs intervenants doivent justifier qu'ils ont contracté (en fournissant une copie du contrat) :

- une assurance permettant de garantir leur responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations et portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie conformément à l'art. 8.1.1 du CCAG/TVX.

ARTICLE 9. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays.

ARTICLE 10. DEVELOPPEMENT DURABLE

Tout chantier génère des impacts et nuisances sur l'environnement : production de déchets (non dangereux, dangereux et inertes), atteinte à la biodiversité, bruit, poussière, consommation d'énergie...

Face à ce constat, la Direction d'infrastructure de la défense de Papeete (DID PPT) demande à tous les acteurs du présent marché de trouver des solutions pratiques à mettre en œuvre et définir des prescriptions simples pour limiter l'impact sur l'environnement conformément à la réglementation, tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles.

La charte « Chantier Responsable » est une démarche participative et partagée. Elle permet à tous d'avoir les mêmes objectifs :

- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier,
- Limiter les risques sur la santé des ouvriers,
- Limiter les pollutions de proximité lors du chantier,
- Limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge,
- Limiter les impacts sur la biodiversité et, d'une manière plus générale, sur les milieux,
- Avoir un document de référence soutenu par l'ensemble de la profession (entreprises, bureaux d'étude, maîtres d'œuvre, conducteurs d'opération...) et des maîtres d'ouvrage.

ARTICLE 11. LITIGES

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 2 mois à compter de la date de réception du mémoire en réclamation du titulaire du marché pour lui notifier sa décision motivée.

Toute contestation survenant entre l'administration et le titulaire à l'occasion de l'application des clauses du marché, dans l'hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, sera soumise à la décision de l'acheteur du marché.

L'administration et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif national de règlement amiable ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

Les petites et moyennes entreprises pourront également solliciter la mission PME du ministère des armées : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr

En dernier ressort, le tribunal administratif de la Polynésie française est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer l'administration au titulaire

ARTICLE 12. MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

Dans le respect des stipulations de l'article R2194-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut inclure au marché, par avenant, des travaux supplémentaires qui sont devenus nécessaires.

ARTICLE 13. REGIME DES RESULTATS

Le régime des résultats est conforme aux dispositions de l'article 48 du CCAG/TVX.

ARTICLE 14. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE (CBEM)

La DID de PAPEETE peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché ».

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de la DID de PAPEETE qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. En effet, la délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) : la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, si le contrat est résilié aux torts du titulaire ...

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire à l'acheteur, le Directeur d'Infrastructure de la Défense de PAPEETE.

ARTICLE 15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) sont apportées aux articles suivants du CCAG/TVX :

- dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TVX par l'article 2 du CCAP,
- dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG/TVX par l'article 3.3.2 du CCAP,
- dérogation à l'article 10.6 du CCAG/TVX par l'article 3.3.5 du CCAP,
- dérogation aux articles 12.2.2 et 12.4.1 du CCAG/TVX par l'article 3.5.1 du CCAP,
- dérogation aux articles 19.2.3, 19.2.4 du CCAG/TVX par l'article 4.3 du CCAP,
- dérogation à l'article 20.1.5 du CCAG/TVX par l'article 4.4.3.1 du CCAP,
- dérogation à l'article 20.1.5 du CCAG/TVX par l'article 4.4.4 du CCAP,
- dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/TVX par l'article 4.6 du CCAP,
- dérogation à l'article 33 du CCAG/TVX par l'article 7.3 du CCAP,
- dérogation aux articles 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG/TVX par l'article 7.4 du CCAP,
- dérogation à l'article 50.4 du CCAG/TVX par l'article 7.5 du CCAP,
- dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG/TVX par l'article 11 du CCAP.